

2^{EME} PARTIE : FORMULAIRE DE DEMANDE

FORMULAIRE ICH-09

Demande d'accréditation d'une organisation non gouvernementale pour assurer des fonctions consultatives auprès du Comité
1. Nom de l'organisation : CENTRO UNESCO DE SAN SEBASTIÁN / CENTRE UNESCO DE SAINT SÉBASTIEN
2. Adresse de l'organisation : C/. Paseo de Colón 9 - 1º C / 20002 Saint Sébastien - Espagne Tel./Fax: +34-943 29 31 68 / e-mail: unescoeskola@ibercom.com Web site: www.unescoeskola.org
3. Pays où l'organisation est active : <input type="checkbox"/> national <input checked="" type="checkbox"/> international (veuillez préciser :) <input checked="" type="checkbox"/> dans le monde entier <input type="checkbox"/> Afrique <input type="checkbox"/> États arabes <input type="checkbox"/> Asie & Pacifique <input type="checkbox"/> Europe & Amérique du Nord <input type="checkbox"/> Amérique latine & Caraïbes Veuillez énumérer le/les principal(aux) pays où elle est active: Equateur, Venezuela, Maroc, Burkina Faso, Madagascar, Uruguay et Jamaïque.
4. Date de sa création ou durée approximative de son existence: Le Centre UNESCO de Saint Sébastien, dont le siège est à Saint Sébastien (Espagne), a été créé officiellement le 23 septembre 1992, sous l'élan du Gouvernement espagnol (Commission Nationale Espagnole pour l'UNESCO).

5. Objectifs de l'organisation :

350 mots maximum

Le Centre UNESCO de Saint Sébastien s'attache de promouvoir la diffusion des idéaux de l'UNESCO à travers de la éducation internationale et l'encouragement de recherches éducatives importantes pour l'Organisation, visant à assurer la viabilité du patrimoine culturel immatériel, y compris la transmission, essentiellement par l'éducation non formelle et à distance. L'élaboration des matériaux didactiques pour l'éducation en matière de droits de l'homme et la promotion des valeurs universelles et de l'éducation interculturelle, surtout, à travers du Cours à Distance pour la Formation d'Animateurs UNESCO. Les buts sont :

- Fournir les instruments de base orientés à améliorer la qualité de l'intervention des professionnels Animateurs UNESCO Experts en Développement dans les communautés.
- Promouvoir des espaces pour se préparer dans l'analyse des problèmes internationaux, contribuant ainsi à l'enrichissement de la diversité culturelle.
- Aider à prendre conscience des nouvelles caractéristiques mondiales, de la diversité des communautés humaines et de l'interdépendance des pays ainsi que des relations entre les cultures.
- Sensibiliser envers les causes et les conséquences des phénomènes sociopolitiques.
- Analyser des méthodes pour faire face aux défis humains tels que la survivance, le développement, la pauvreté, l'environnement et le patrimoine culturel.
- Concevoir des plans et des activités tendant à l'amélioration intégrale d'une qualité de la vie modeste et prospère des communautés humaines en prenant en considération les desseins et directrices de l'ONU et l'UNESCO.
- Favoriser la création d'un profil professionnel reconnu à niveau international.

6. Activités de l'organisation en matière de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel

6.a. Domaine(s) où l'organisation est active :

- traditions et expressions orales
- arts du spectacle
- pratiques sociales, rituels et événements festifs
- connaissances et pratiques concernant la nature et l'univers
- savoir-faire liés à l'artisanat traditionnel
- autres domaines – veuillez préciser :

6.b. Principales activités de sauvegarde dans lesquelles l'organisation est impliquée :

- identification, documentation, recherche (y compris le travail d'inventaire)
- préservation, protection
- promotion, mise en valeur
- transmission, éducation formelle et non formelle
- revitalisation
- autres mesures de sauvegarde – veuillez préciser :

6.c. Description des activités de l'organisation :

750 mots maximum

Les principales activités et expérience du Centre UNESCO de Saint Sébastien en matière de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, sont la capacitation et formation à travers du Cours d'Animateurs UNESCO. Ce cours poursuit :

La diffusion et transmission des objectifs de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel à travers de la formation en éducation internationale, droits de l'homme, éducation pour la paix, diversité culturelle, développement soutenable et la mise en œuvre de programmes d'éducation de base non formelle conçus comme un moyen d'aider au développement des compétences nécessaires dans la vie quotidienne, contribuant ainsi à l'amélioration de la qualité de vie des populations. Le Centre UNESCO de Saint Sébastien travaille dans deux domaines prioritaires :

- Enseignement: Depuis 1993, le Centre organise le Cours à Distance pour la Formation d'Animateurs UNESCO (CDFAUN). A l'heure actuelle, le CDFAUN est implanté dans 75 pays, où plus de 1000 élèves reçoivent une formation de haut niveau et ce, exclusivement en accord avec les idéaux et les directives de l'UNESCO, à travers une éducation non formelle et à distance, aussi, pour la diffusion des objectifs de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine immatériel. La première promotion d'Animateurs UNESCO est sortie du CDFAUN en 1995, au cours d'un acte qui s'est tenu au siège de l'UNESCO. En 2008 sortira la 14^e promotion.

- Recherche: L'une des finalités statutaires du Centre UNESCO de Saint Sébastien est la recherche scientifique. Une bibliothèque permet de disposer de ressources documentaires de première main sur des thèmes en rapport avec l'UNESCO. Les archives et les bases de données du Centre reçoivent des informations de dernière heure provenant des endroits les plus divers du monde entier où opèrent des Animateurs UNESCO, engagés dans l'implantation et la diffusion des buts de l'UNESCO. Le Centre a publié de nombreux ouvrages de recherche sur l'UNESCO et a été invité comme rapporteur à des congrès nationaux et internationaux.

Principales activités récentes et reconnaissances

1994-2000: Le Centre UNESCO de Saint Sébastien signe 5 Contrats d'Honoraires avec le Secrétariat de l'UNESCO

2004: Le Cours d'Animateurs UNESCO est appuyé par et 36 Etats Membres.

2006-2007 : Le Centre UNESCO de Saint Sébastien signe 7 Protocoles de Colaboration pour la diffusion des objectifs du patrimoine culturel immatériel à travers du Cours d'Animateurs UNESCO avec les Commissions Nationales pour l'UNESCO de Equateur, Venezuela, Maroc, Burkina Faso, Jamaïca, Uruguay et Madagascar.

2007 : Le Centre UNESCO de Saint Sébastien signe un Protocole de Colaboration avec le Bureau Internationale de l'Éducation de l'UNESCO à Genève pour la élaboration des matériaux didactiques pour l'éducation en matière de droits de l'homme et la promotion des valeurs universelles et de l'éducation interculturelle et des projets de développement curriculaire.

Le Centre dispose d'un bureau ouvert au public et d'un personnel fixe et spécialisé dans l'enseignement international et la recherche scientifique. Il compte également sur la participation de collaborateurs dans le monde entier.

7. Ses expériences de coopération avec les communautés, les groupes et les praticiens du patrimoine culturel immatériel :

350 mots maximum

Le Centre UNESCO de Saint Sébastien maintient des contacts réguliers avec le Siège de l'UNESCO, avec les Délégations permanentes auprès de l'UNESCO, avec les commissions nationales pour l'UNESCO, et avec les bureaux et organismes dépendant de l'organisation et situés hors du Siège.

L'orientation et le contenu mondial des activités du Centre concordent avec les objectifs stratégiques de l'Organisation. C'est ainsi qu'en 1997, le Centre UNESCO de Saint Sébastien commence à réaliser une évaluation complète de son projet qui obtient le rang de thèse doctorale, afin d'identifier la tâche éducative de cet institut à l'égard des idéaux et des objectifs de l'UNESCO. Cette recherche a été publiée en 2003 sous le titre *La UNESCO en San Sebastián*, après une évaluation académique universitaire qualifiée *summa cum laude*.

Grâce au Cours à Distance pour la Formation d'Animateurs UNESCO (CDFAUN), le Centre UNESCO de Saint Sébastien a obtenu l'élargissement de l'accès à l'éducation dans 75 pays, grâce à l'élaboration de stratégies globales et intégratrices en faveur des exclus. Ce qui s'est traduit par la mise en œuvre de programmes d'éducation de base non formelle conçus comme un moyen d'aider au développement des compétences nécessaires dans la vie quotidienne, contribuant ainsi à l'amélioration de la qualité de vie des populations.

Le Centre UNESCO de Saint Sébastien élabore des matériaux didactiques pour l'éducation en matière de droits de l'homme et la promotion des valeurs universelles et de l'éducation interculturelle par la mise en réseau de l'Association Mondiale des Professionnels Animateurs UNESCO (AMUPRAUN) et l'Organisation Ibéro-Américaine des Associations UNESCO (ORIBAUN), composée d'Animateurs UNESCO diplômés auprès du CDFAUN, des écoles et la collaboration avec les associations d'enseignants et les organisations de jeunesse.

Depuis 1992, le Centre UNESCO de Saint Sébastien a signé cinq accords de coopération avec différentes Divisions de l'UNESCO dans le but d'améliorer la connaissance des valeurs universelles au moyen de méthodes éducatives non formelles grâce à des ateliers et des séminaires nationaux, régionaux et mondiaux.

8. Documentation sur les capacités opérationnelles de l'organisation :

Veillez décrire en détail les capacités opérationnelles de l'organisation à l'aide des documents appropriés, comme énoncé au paragraphe 94 des Directives opérationnelles.

8.a. Membres et personnel :

Veillez présenter les pièces justificatives.

8.b. Personnalité juridique reconnue :

Veillez présenter les pièces justificatives.

8.c. Durée d'existence et activités :

Veillez présenter les pièces justificatives.

9. Personne à contacter pour la correspondance :

Prof. Dr. Juan Ignacio Martínez de Morentin de Goñi

C/. Paseo de Colón 9 - 1º C / 20002 Saint Sébastien - Espagne

Tel.:/Fax: +34 - 943 29 31 68 / E-mail: juanignacio@ibercom.com

10. Signature :

Formulaire ICH-09 (2008) – Demande d'accréditation pour une ONG

8.c. Durée d'existence et activités :

Veillez présenter les pièces justificatives.

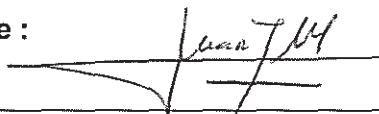
9. Personne à contacter pour la correspondance :

Prof. Dr. Juan Ignacio Martínez de Morentin de Goñi

C/. Paseo de Colón 9 - 1º C / 20002 Saint Sébastien - Espagne

Tel./Fax: +34 - 943 29 31 68 / E-mail: juanignacio@ibercom.com

10. Signature :



8.a.- Membre et personnel

i. Des membres actifs réguliers formant une communauté liée par le désir de poursuivre les objectifs pour lesquelles elle a été créée ;



Centro UNESCO de San Sebastián

Calle Paseo de Colón 9 – 1º C / 20002 San Sebastián. Tel./Fax: +(34) 943-293168
E-mail: unescoeskola@retemail.es / Web Site: <http://www.unescoeskola.org>

Don Juan Ignacio Martínez de Morentin, Secretario General de la Asociación CENTRO UNESCO DE SAN SEBASTIÁN, registrada en el Registro de Asociaciones del Gobierno Vasco el 1 de septiembre de 1992, y al ampliar su ámbito de actuación, en el Registro de Asociaciones del Ministerio de Justicia e Interior del Gobierno Español, el 14 de julio de 1994

CERTIFICO

que en la Asamblea General Ordinaria de fecha 29 de diciembre de 2006, se procedió a la elección de la nueva Junta Directiva, que ha quedado compuesta por los siguientes miembros:

PRESIDENTE

Don Juan María Ferreras Orbegozo
D.N.I. nº 15.146.490
Con domicilio en San Sebastián

SECRETARIO GENERAL – DIRECTOR EJECUTIVO

Dr. Juan Ignacio Martínez de Morentin
D.N.I. nº 15.989.712
Con domicilio en San Sebastián

TESORERA

Dña. M^a Carmen de Gofñi Saenz de Navarrete
D.N.I. nº 14.963.805
Con domicilio en San Sebastián

VOCAL

Centro de Formación para la UNESCO-Florida Eskola
C.I.F. G20302634
Con domicilio en San Sebastián

Lo que certifico para que tengan conocimiento con el visto bueno del Presidente

San Sebastián, a 29 de diciembre de 2006

El Presidente

Secretario General





MINISTERIO
DEL INTERIOR

90005 - Centro UNESCO de San Sebastián / Centre UNESCO de Saint Sebastian

MINISTERIO DEL INTERIOR
ASOCIACIONES

19 DE FEBRERO DE 2007

SALIDA NÚM.: 2923

SECRETARÍA GENERAL TÉCNICA
SUBDIRECCIÓN GENERAL DE ESTUDIOS
Y RELACIONES INSTITUCIONALES
REGISTRO NACIONAL DE ASOCIACIONES
CALLE AMADOR DE LOS RÍOS, 7
28010 - MADRID
TELÉFONO: 900-150-000

ASUNTO: COMUNICACIÓN DE LA IDENTIDAD DE LOS TITULARES DE LA JUNTA DIRECTIVA U ÓRGANO DE REPRESENTACIÓN

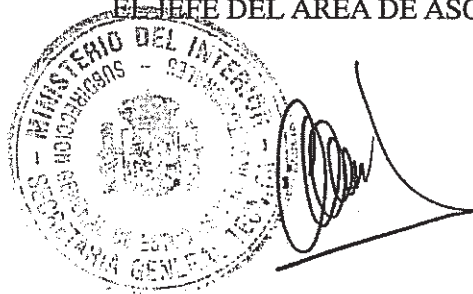
A los efectos oportunos, pongo en su conocimiento que, con esta fecha se ha dejado constancia en el Registro Nacional de Asociaciones, de acuerdo con lo dispuesto por el artículo 28.1 apartado e) de la Ley Orgánica 1 / 2.002, de 22 de marzo, reguladora del Derecho de Asociación, que la entidad denominada **ASOCIACION CENTRO UNESCO DE DONOSTIA-SAN SEBASTIAN**, de DONOSTIA/SAN SEBASTIÁN (GUIPÚZCOA), inscrita en el Grupo: 1 / Sección: 1 / Número Nacional: 123449, según acuerdo de 29/12/2006, ha procedido a la elección de los titulares de los órganos de gobierno y representación, en los términos contenidos en el Acta o Certificación que se incorpora al correspondiente protocolo. Dentro de su composición se destacan los siguientes cargos:

- PRESIDENTE / REPRESENTANTE LEGAL : D./DÑA.JUAN MARIA FERRERAS ORBEGOZO
- SECRETARIO / MIEMBRO CON FACULTADES PARA CERTIFICAR ACUERDOS SOCIALES : D./DÑA.JUAN IGNACIO MARTÍNEZ DE MORENTIN DE GOÑI

La presente asociación ha observado los trámites previstos por la Disposición Transitoria Primera de la Ley Orgánica 1 / 2.002, de 22 de marzo, reguladora del Derecho de Asociación.

Madrid, 19 de febrero de 2007

EL JEFE DEL ÁREA DE ASOCIACIONES



Carlos Martínez Esteban

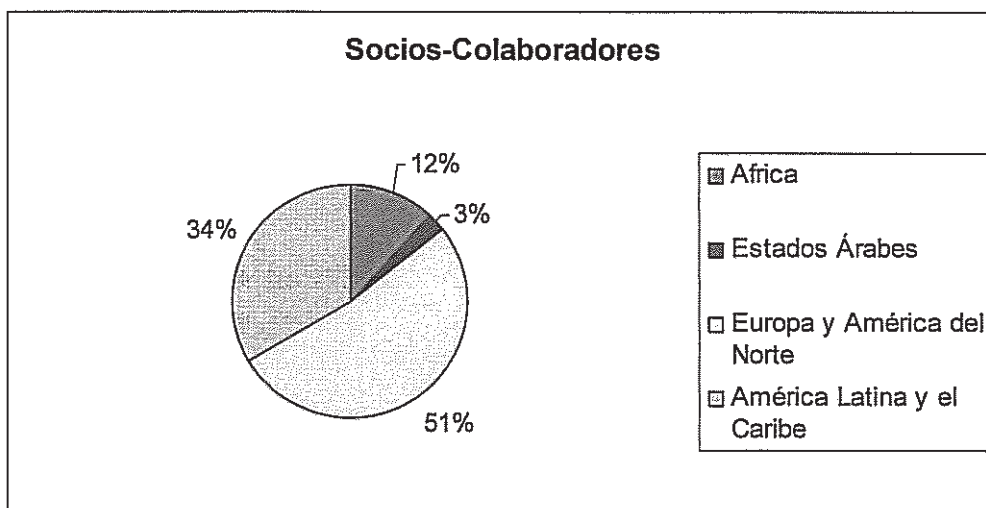
D/DÑA. JUAN IGNACIO MARTINEZ DE MORENTIN DE GOÑI
PS DE COLON, 9 1º
20002 - DONOSTIA/SAN SEBASTIÁN (GUIPÚZCOA)

SOCIOS-COLABORADORES

Con fecha de 31 julio de 2008, el Centro UNESCO de San Sebastián cuenta con 179 socios-colaboradores distribuidos de la siguiente manera:

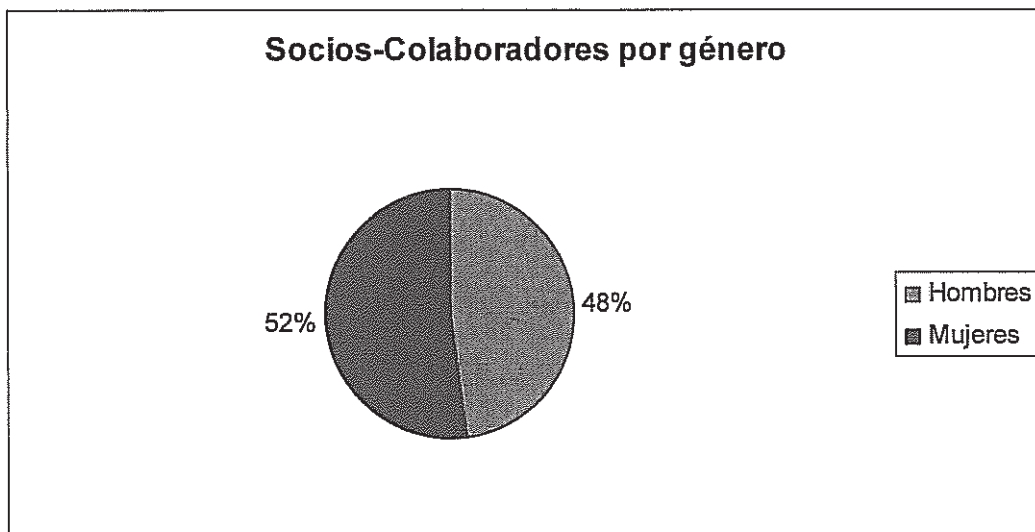
AFRICA	
Benin	1
Camerún	8
Costa de Marfil	2
Gabon	1
Kenya	1
Madagascar	2
Nigeria	1
República Democrática del Congo	4
Togo	1
Total	21
ESTADOS ARABES	
Argelia	2
Marruecos	3
Total	5
EUROPA Y AMÉRICA DEL NORTE	
España	93
Total	93
AMÉRICA LATINA Y EL CARIBE	
Argentina	35
Chile	3
Colombia	2
Costa Rica	8
México	3
Panamá	1
Perú	2
Uruguay	1
Venezuela	5
Total	60

Los porcentajes por regiones de la UNESCO son los siguientes:



Atendiendo a la cuestión del género la relación es la siguiente:

Hombres	86
Mujeres	93



8.b.- Personnalité juridique reconnue

ii. Une domiciliation établie et une personnalité juridique reconnue conforme à la loi nationale ;

COMISION NACIONAL DE ESPAÑA

PASEO DE JUAN, XXIII, 5
28040 MADRID



A/TO : _____
 Florida Eskola

 Dirección / Address : _____

 Nº FAX : 943 270620

DE/FROM : _____
 Isidoro Alonso Hinojal


 Fecha / Date : 22.07.92
 Nº FAX : (34 1) 5351433
 Comisión Nacional de la UNESCO

En caso de error en la transmisión llamar a los teléfonos :
 In case of bad transmission, kindly contact us on :
 Tels. (34 1) 533 96 39
 554 35 16
 Número de páginas incluida esta portada
 Number of pages including this one 1

ASUNTO / MESSAGE :

Recibido y analizados sus proyectados Estatutos, por parte de esta Comisión Nacional se autoriza el uso del nombre Centro Unesco de San Sebastián en tanto se siga una línea de actuación coherente con el Programa de Unesco y de esta Comisión Nacional.

Concedidamente
 Isidoro Alonso

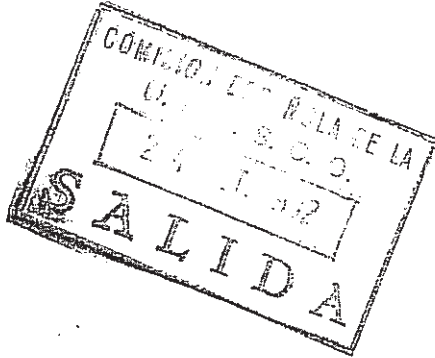


COMISION NACIONAL DE ESPAÑA

PASEO DE JUAN XXIII, 5
28040 MADRID
TELEFS. 533 96 39 - 554 35 16
TELEX 49924 SPAUN E
TELEFAX 535 14 33



SECRETARIO EJECUTIVO



D. Iñaki Casares Iztueta
Director
Florida Eskola
Apartado 1.703
20080 DONOSTIA - SAN SEBASTIAN
(GUIPUZCOA)

Madrid, 23 de Septiembre de 1992

Distinguido amigo:

Tengo el gusto de comunicarle que por parte de esta Comisión Nacional se reconoce como Centro Unesco de San Sebastian la asociación recientemente creada por Vds.

Les deseamos muchos éxitos en el desarrollo de sus actividades al servicio de los ideales y fines de la Unesco, que son los -- que justifican nuestro reconocimiento. Este se mantendrá vigente en tanto nuestra Comisión Nacional entienda que se actúa en sintonía y coordinación con los objetivos y normas de la Unesco.

Respecto al ingreso en la Confederación Española de Clubs -- puede solicitarse a su Secretario General (D. Casiano Hernández) dirigiendo la correspondencia a Plaza Tirso de Molina, 8-28014 MADRID.

Comunicamos el reconocimiento a la Federación Municipal
Atentamente,

Isidoro Alonso Hinojal



Ministerio de Justicia e Interior
 Secretaría General Técnica
 JU/YA. S.1-123.449

Ministerio del Interior Asociaciones
14 JUL. 1994
Salida n.º 5214

Con esta fecha se ha dictado por este Ministerio la siguiente resolución, que se comunica directamente a los interesados:

Visto el expediente sobre modificación de los Estatutos de la Entidad denominada: "CENTRO UNESCO DE DONOSTIA-SAN SEBASTIAN", de Donostia-San Sebastián (Guipúzcoa).

RESULTANDO: Que la Asamblea General Extraordinaria de la Entidad, en sesión celebrada el día 20.1.94 acordó modificar sus Estatutos en el sentido de reformar el contenido de varios de sus artículos, refiriéndose las principales modificaciones efectuadas a los siguientes extremos:

-DOMICILIO SOCIAL: Se traslada a C/ Urbietta, 11 1º I. San Sebastián (Guipúzcoa).

-AMBITO TERRITORIAL: Se amplía a la totalidad del territorio nacional.

VISTOS: La vigente Constitución Española; la Ley de Asociaciones de 24 de diciembre de 1.964; el Decreto de 20 de mayo de 1.965; la Orden de 10 de julio del mismo año y la Ley 30/92, de 26 de noviembre de Régimen Jurídico de las Administraciones Públicas y Procedimiento Administrativo Común.

CONSIDERANDO: Que es competencia de este Ministerio, de acuerdo con lo establecido en el artículo 3.5 de la Ley de Asociaciones, dictar la resolución pertinente; que la modificación estatutaria no altera la naturaleza jurídica de la Entidad; y que en la documentación presentada no se aprecia que concurran los supuestos de los números 2 y 5 del artículo 22 de la Constitución.

Esta Secretaría General Técnica, en virtud de delegación del Excmo. Sr. Ministro, conferida por Orden de 11-X-90 (B.O.E. de 13-X-90), resuelve inscribir, a los solos efectos de publicidad previstos en el artículo 22 de la Constitución, y sin que ello suponga exoneración del cumplimiento de la legalidad vigente reguladora de las actividades necesarias para el desarrollo de sus fines, la modificación de la que se trata y visar los nuevos Estatutos. Contra esta resolución puede interponerse recurso contencioso-administrativo ante la Audiencia Nacional en el plazo de dos meses.

Lo que, con devolución de un ejemplar de los Estatutos visados, traslado a Vd. para su conocimiento.



Madrid,
 EL JEFE DEL AREA DE ASOCIACIONES

Carlos Martínez Esteban

D. Juan Ignacio Martínez de Morentin de Goñi. Secretario. CENTRO UNESCO DE DONOSTIA-SAN SEBASTIAN Pº de Colón, 9 1º. SAN SEBASTIAN (Guipúzcoa).

ESTATUTOS DEL CENTRO UNESCO DE DONOSTIA-SAN SEBASTIAN

CAPITULO PRIMERO

Denominación

Art. 1º Bajo el nombre de **CENTRO UNESCO DE DONOSTIA - SAN SEBASTIAN**, se constituye una Asociación, acogiéndose a lo dispuesto en la Ley 3/1988, de 12 de febrero, de Asociaciones, aprobada por el Parlamento Vasco, y en concordancia con lo establecido en el artículo 9º del Estatuto de Autonomía para el País Vasco.

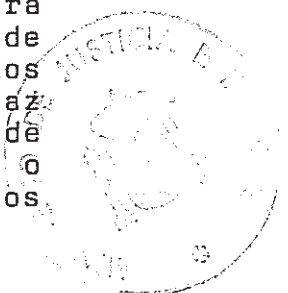
Dicha Asociación se regirá por los preceptos de la citada Ley de Asociaciones, por los presentes Estatutos en cuanto no estén en contradicción con la Ley, por los acuerdos válidamente adoptados por sus órganos de gobierno, siempre que no sean contrarios a la Ley y/o a los Estatutos, y por las disposiciones reglamentarias que apruebe el Gobierno Vasco, que solamente tendrán carácter supletorio.

Fines que se propone

Art. 2º.- Los fines de esta Asociación son dar a conocer los ideales de la UNESCO (Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura), colaborar y asociarse con los programas y actividades de la Organización, fomentando iniciativas en el campo de la educación, la ciencia, la cultura y la comunicación.

En fidelidad al espíritu de las Naciones Unidas, los programas y actividades del Centro prestarán atención preferente a la promoción de los derechos humanos, los derechos de los pueblos, la cooperación con otras culturas, el fomento de la paz, el conocimiento del Sistema de las Naciones Unidas, la solidaridad internacional, y el desarrollo igualitario y libre de personas y pueblos.

El **CENTRO UNESCO DE SAN SEBASTIAN** propiciará con particular atención la formación de docentes y de la población en general en los aspectos referidos a la cooperación y la paz internacionales a través de escuelas de animación sociocultural y de tiempo libre o en cualquier otro tipo de sistemas educativos.



Waki

[Signature]

formales, no formales o informales, así como de cualquier tipo de actividad cultural, educativa, lúdica y/o turística que favorezca el entendimiento entre las personas y los pueblos.

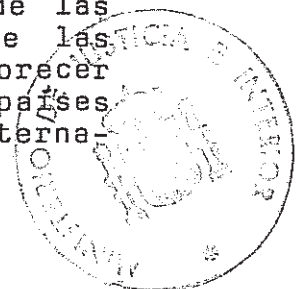
Está entre las finalidades del Centro la creación de plataformas de todo tipo, como escuelas, centros docentes y culturales, centros cívicos, clubes, asociaciones y toda clase de espacios que garanticen a estudiantes, profesionales y personas de cualquier edad, e interesadas, la formación cultural en general, el tiempo libre, la animación sociocultural, la educación social, la marginación, la infancia, la mujer, la educación en medios abiertos, de calle, de la comunicación, la educación especial, los talleres ocupacionales, la educación compensatoria, la asistencia social, con los títulos y diplomas correspondientes.

El CENTRO UNESCO DE SAN SEBASTIAN potencia el entretenimiento infantil, juvenil, de adultos, de familias, aulas, grupos, asociaciones, actividades populares, formativas, preventivas de las inadaptaciones sociales, recreativas, deportivas, programas de utilidad pública, publicaciones de libros, folletos, audiovisuales, intervenciones en prensa, radio y televisión que estimulen el intercambio, la cooperación y la paz internacionales.

La finalidad de promover información y sensibilización cara al turismo, al medio ambiente, al urbanismo, a la vivienda, al folklore, a las tradiciones, a la historia, a la geografía, a los valores que propician la convivencia, el progreso, el desarrollo, la cooperación internacional y la paz es otra de las metas perseguidas por el Centro.

Estimular la realización de actividades en el área de los servicios sociales mediante la organización de cursos, jornadas, seminarios, formación de profesionales, realización de programas de prevención y de inserción social, constituye una finalidad del Centro.

La intervención en la divulgación y aproximación a la sociedad en general de las artes y de las letras forman parte de las finalidades del Centro que trata de favorecer el conocimiento del arte en todos los países en aras de la cooperación y la paz internacionales.



Waki

[Handwritten signature]

El Centro trata de incentivar y apoyar la labor de instituciones, asociaciones, centros docentes, universidades, prensa, radio, televisión, medios audiovisuales en aras de la mejora integral de la calidad de vida y la cooperación y la paz internacionales.

Entre sus finalidades se encuentran también la realización de actividades de todo tipo relacionadas con cuestiones correspondientes a las ciencias humanas y sociales; actividades referidas a la comunicación y al papel primordial de ésta en ámbitos como el intercambio de datos básicos y la creación de infraestructuras de comunicación; actividades que contribuyen a la traducción y difusión de obras de la literatura local y universal, a la grabación de música tradicional de todas las nacionalidades y a la prevención del uso indebido de drogas por medios educativos.

El programa prioritario se dirige a la educación y las actividades se articulan con las finalidades de la UNESCO dirigidas al desarrollo cualitativo y cuantitativo de la educación a todos los niveles. La formación de docentes, el acceso de las niñas y mujeres a la educación en todas partes y las enseñanzas relativas a la educación para la paz y la comprensión internacional, la educación para el medio ambiente, los derechos humanos, otras culturas y el papel del sistema de las Naciones Unidas son aspectos de las actividades en materia de educación.

Facilitar la movilidad de estudiantes y docentes en todas las partes del mundo a través de intercambios o validación de títulos o diplomas forma parte de las finalidades y de las actividades.

Participar y apoyar las actividades científicas internacionales en favor de todos los pueblos forma parte de las finalidades que persigue la intensificación de esfuerzos para sensibilizar a personas y grupos acerca de los problemas y necesidades de la humanidad.

Los programas culturales de todo tipo, como la preservación de las tradiciones orales, la protección de los derechos de autor, el fomento del libro y la lectura, la ayuda a los artistas, el teatro, el cine, el arte popular, la artesanía, la salvaguarda del



Niaki

Ampliar

patrimonio de todos los pueblos, tanto cultural como natural, los conciertos, exposiciones, conferencias, encuentros y actividades de cualquier otro tenor conducentes a la mejora integral de la calidad de vida cultural y social, así como a la cooperación e intercambio entre los pueblos son objetivos que se adecúan con los perseguidos por la UNESCO y el CENTRO UNESCO DE SAN SEBASTIAN trata de implementarlos.

En estrecha relación con los programas de la UNESCO, facilitar la libre circulación de las ideas por medio de la palabra y la imagen es otra de las finalidades que entronca con toda clase de esfuerzos por fomentar la libertad de prensa, el pluralismo y la independencia de los medios de comunicación a través de la formación de docentes, profesionales y población en general.

El fomento y mejora de los canales de documentación, archivos y bibliotecas lleva emparejadas actividades en materia de información científica y tecnológica, métodos, reglas y normas necesarios para la creación de sistemas y servicios de información e interconexiones con sistemas mundiales.

El seguimiento de la Constitución de la UNESCO son también finalidades la labor por esclarecer los conceptos y promover la aplicación fundamental de las ciencias sociales y humanas mediante el fomento de la investigación interdisciplinaria y asumiendo el trabajo por favorecer la igualdad y la libertad, ya sea mediante la difusión de informaciones científicas, destinadas a disipar los prejuicios raciales, de sexo o de cualquier otro tipo, ya sea mediante proyectos movilizados que favorezcan estas actitudes y mejoren sus condiciones, así como su acceso a la educación y a la lucha contra los estereotipos.

La atención a la infancia y a la juventud, así como a los adultos, familias y mayores, constituyen finalidades que orientan las actividades en la línea de favorecer la ocupación, la igualdad económica y social, el diálogo, el desarrollo, la formación de todos los ámbitos de su interés y la adquisición de materiales dentro de cada grupo social de los del mundo entero.



Lucio

Lucio

Domicilio Social

Art. 3º.- El domicilio principal de esta Asociación estará ubicado en la calle Urbieta 11, 1º izquierda, de San Sebastián.

La Asociación podrá disponer de otros locales en el ámbito de la Comunidad Autónoma o fuera de ella, cuando lo acuerde la Asamblea General Extraordinaria. Los traslados de domicilio social y demás locales con que cuente la Asociación, serán acordados por la Junta Directiva, la cual comunicará al Registro de Asociaciones la nueva dirección.

Urbeta

Ambito Territorial

Art. 4º.- El ámbito territorial en el que desarrollará principalmente sus funciones comprende el ámbito nacional e internacional.

La Asociación se relacionará con las entidades que en todo el mundo persigan la cooperación con la UNESCO.

CAPITULO SEGUNDO

Organos de gobierno y administración

Art. 5º.- El gobierno y administración de la Asociación estarán a cargo de los siguientes órganos colegiados:

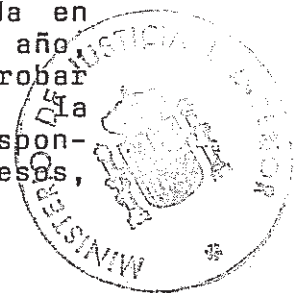
- : La Asamblea General de Socios, como órgano supremo.
- : La Junta Directiva, como órgano colegiado de dirección permanente.

La Asamblea General

Art. 6º.- La Asamblea General, integrada por todos los socios, es el órgano de expresión de la voluntad de éstos. Se reunirá en sesiones ordinarias y extraordinarias.

Art. 7º.- La Asamblea General deberá ser convocada en sesión ordinaria, al menos, una vez al año, dentro del primer trimestre, a fin de aprobar el plan general de actuación de la Asociación, el estado de cuentas correspondiente al año anterior de gastos e ingresos,

Urbeta



y el presupuesto del ejercicio siguiente, así como la gestión de la Junta Directiva, que deberá actuar siempre de acuerdo con las directrices y bajo el control de aquélla.

Art. 8º.- Sin perjuicio de lo dispuesto en el artículo anterior, son competencias de la Asamblea General, los acuerdos relativos a:

1. Modificaciones de los Estatutos, de conformidad con lo dispuesto en el artículo siguiente.
2. La elección de la Junta Directiva
3. La disolución de la Asociación, en su caso
4. La Federación y Confederación con otras Asociaciones, o el abandono de alguna de ellas.

Art. 9º.- La Asamblea General se reunirá en sesión extraordinaria cuando así lo acuerde la Junta Directiva, bien por propia iniciativa o porque lo solicite las 2/3 partes de los socios, indicando los motivos y fin de la reunión y, en todo caso, para conocer y decidir sobre las siguientes materias: A) Modificaciones estatutarias y B) Disolución de la Asociación.

La Junta Directiva

Art. 10º.- La Junta Directiva estará integrada por un Presidente, un Vicepresidente, un Secretario, un Tesorero y dos vocales.

Deberá reunirse, al menos, una vez al año y siempre que lo exija el buen desarrollo de las actividades sociales.

Art. 11º.- Los cargos que componen la Junta Directiva, se elegirán por la Asamblea General y durarán un periodo de tres años, salvo revocación expresa de aquélla, pudiendo ser objeto de reelección indefinidamente.

Dichos cargos se renovarán totalmente.

Art. 12º.- Para pertenecer a la Junta Directiva será preciso reunir los siguientes requisitos: a) ser designado en la forma prevista en los Estatutos; b) ser socio de la entidad; c) ser mayor de edad o menor emancipado, y gozar de la plenitud de los derechos civiles.



Organos unipersonales

El Presidente

Art. 13º.- El Presidente de la Asociación asume la representación legal de la misma y ejecutará los acuerdos adoptados por la Junta Directiva y la Asamblea General, cuya presidencia ostentará respectivamente.

Art. 14º.- Corresponderán al Presidente cuantas facultades no estén expresamente reservadas a la Junta Directiva o a la Asamblea General y, especialmente, las siguientes: a) convocar y levantar las sesiones que celebre la Junta Directiva y la Asamblea General, dirigir las deliberaciones de una y otra, y decidir un voto de calidad en caso de empate de votaciones; b) proponer el plan de actividades de la Asociación a la Junta Directiva, impulsando y dirigiendo sus tareas; c) ordenar los pagos acordados válidamente; y d) resolver las cuestiones que puedan surgir con carácter urgente, dando conocimiento de ello a la Junta Directiva en la primera sesión que se celebre.

El Vicepresidente

Art. 15º.- El vicepresidente asumirá las funciones de asistir al Presidente y sustituirle en caso de imposibilidad temporal de ejercicio de su cargo. Asimismo, le corresponderán cuantas facultades delegue en él, expresamente, el Presidente.

El Secretario

Art. 16º.- Al Secretario le incumbirá de manera concreta recibir y tramitar las solicitudes de ingreso, llevar el fichero y el Libro - Registro de Socios, y atender a la custodia y redacción del Libro de Actas.

Igualmente, velará por el cumplimiento de las disposiciones legales vigentes en materia de Asociaciones, custodiando la documentación oficial de la entidad, certificando el contenido de los libros y archivos sociales, y haciendo que se cumpla a la autoridad competente las comunicaciones preceptivas sobre designación de Juntas Directivas y cambios de domicilio social.



El Tesorero

Art. 17º.- El Tesorero dará a conocer los ingresos y pagos efectuados, formalizará el presupuesto anual de ingresos y gastos, así como el estado de cuentas del año anterior, que deben ser presentados a la Junta Directiva para que ésta, a su vez, los someta a la aprobación de la Asamblea General.

CAPITULO TERCERO

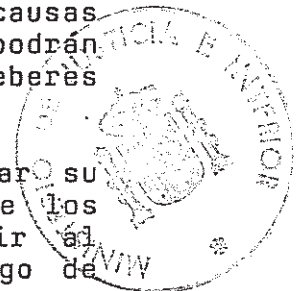
De los socios: procedimientos de admisión y clases

Art. 18º.- Pueden ser miembros de la Asociación aquellas personas físicas y jurídicas que así lo deseen y reúnan las condiciones siguientes: a) ser mayores de edad o menores emancipados y b) estar de acuerdo con los ideales de la UNESCO.

Derechos y deberes de los socios.

Art. 19º.- Todo asociado tiene derecho a: 1. Impugnar los acuerdos y actuaciones contrarios a la Ley de Asociaciones o a los Estatutos, dentro del plazo de cuarenta días naturales, contados a partir de aquel en que el demandante hubiera conocido, o tenido oportunidad de conocer, el contenido del acuerdo impugnado; 2. conocer en cualquier momento la identidad de cualquier miembro de la Asociación, el estado de cuentas de ingresos y gastos y el desarrollo de las actividades de ésta; 3. ejercitar el derecho de voz y voto en las Asambleas Generales, pudiendo conferir, a tal efecto, su representación a otros miembros; 4. participar, de acuerdo con los presentes Estatutos, en los órganos de dirección de la Asociación, siendo electos y elegible para los mismos; 5. ser oído por escrito, con carácter previo a la adopción de medidas disciplinarias, e informado de las causas que motiven aquéllas, que sólo podrán fundarse en el incumplimiento de sus deberes como socios.

Art. 20º.- Son deberes de los socios: a) Prestar su concurso activo para la consecución de los fines de la Asociación; b) contribuir al sostenimiento de los gastos con el pago de



Waki

[Handwritten signature]

las cuotas que se establezcan en la Asamblea General, y c) acatar y cumplir los presentes Estatutos, y los acuerdos válidamente adoptados por los órganos rectores de la Asociación.

Regimen sancionador

Art. 21º.- Los socios podrán ser sancionados por la Junta Directiva por infringir reiteradamente los Estatutos o los acuerdos de la Asamblea General o de la Junta Directiva.

Las sanciones pueden comprender desde la suspensión de los derechos, de 15 días a un mes, hasta la separación definitiva, en los términos previstos en los artículos 21º al 24º, ambos inclusive.

A tales efectos, el Presidente podrá acordar la apertura de una investigación para que se aclaren aquellas conductas que puedan ser sancionables. Las actuaciones se llevarán a cabo por la Secretaría, que propondrá a la Junta Directiva la adopción de las medidas oportunas. La imposición de sanciones será facultad de la Junta Directiva, y deberá ir precedida de la audiencia del interesado.

Contra dicho acuerdo, que será siempre motivado, podrá recurrirse ante la Asamblea General, sin perjuicio de acciones previsto en el artículo 17º.1.

Pérdida de la condición de socio

Art. 22º.- La condición de socio se perderá en los casos siguientes: 1) Por fallecimiento; 2) por separación voluntaria; 3) por separación por sanción, acordada por la Junta Directiva, cuando se dé la circunstancia siguiente: Incumplimiento grave, reiterado y deliberado, de los deberes emanados de los presentes Estatutos y de los acuerdos válidamente adoptados por la Asamblea General y la Junta Directiva.

Art. 23º.- En caso de incurrir un socio en la última circunstancia aludida en el artículo anterior, el Presidente podrá ordenar al Secretario la práctica de determinadas diligencias previas, al objeto de obtener la oportuna información, a la vista de la cual,



Waki

[Handwritten signature]

la Presidencia podrá mandar archivar las actuaciones, incoar expediente sancionador en la forma prevista en el artículo 19º, o bien, expediente de separación.

En este último caso, el Secretario, previa comprobación de los hechos, pasará al interesado un escrito en el que se pondrán de manifiesto los cargos que se le imputan, a los que podrá contestar alegando en su defensa lo que estime oportuno en el plazo de diez días, transcurridos los cuales, en todo caso, se pasará el asunto a la primera sesión de la Junta Directiva, la cual acordará lo que procede, con el "quorum" de los 2/3 de la misma.

Prácticamente

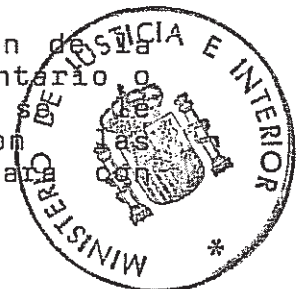
Art. 24º.- El acuerdo de separación será notificado al interesado, comunicándole que contra el mismo, podrá presentar recurso ante la primera Asamblea General Extraordinaria que se celebre, que, de no convocarse en tres meses, deberá serlo a tales efectos exclusivamente. Mientras tanto, la Presidencia podrá acordar que el inculpado sea suspendido en sus derechos como socio y, si formara parte de la Junta Directiva, deberá decretar la suspensión en el ejercicio del cargo.

Completado

En el supuesto de que el expediente de separación se eleve a la Asamblea General, el Secretario redactará un resumen de aquél, a fin de que la Junta Directiva pueda dar cuenta a la Asamblea General del escrito presentado por el inculpado, e informar debidamente de los hechos para que la Asamblea pueda adoptar el correspondiente acuerdo.

Art. 25º.- El acuerdo de separación, que será siempre motivado, deberá ser comunicado al interesado, pudiendo éste recurrir a los Tribunales en ejercicio del derecho que le corresponde, cuando estimara que aquél es contrario a la Ley o a los Estatutos.

Art. 26º.- Al comunicar a un socio su separación de la Asociación, ya sea con carácter voluntario o como consecuencia de sanción, requerirá para que cumpla con las obligaciones que tenga pendientes para aquélla, en su caso.



Patrimonio fundacional y régimen presupuestario

Art. 27º.- La Asociación carece de patrimonio fundacional.

Art. 28º.- Los recursos económicos previstos por la Asociación para el desarrollo de las actividades sociales, serán los siguientes: a) las cuotas de entrada que señale la Asamblea General; b) las cuotas periódicas que acuerde la misma; c) los productos de los bienes y derechos que le correspondan, así como las subvenciones, legados y donaciones que puedan recibir de forma legal; d) los ingresos que obtenga la Asociación mediante las actividades lícitas que acuerde realizar la Junta Directiva, siempre dentro de los fines estatutarios.

CAPITULO QUINTO

De la modificación de los Estatutos

Art. 29º.- La modificación de los Estatutos podrá hacerse a iniciativa de la Junta Directiva, o por acuerdo de ésta cuando lo soliciten las 2/3 partes de los socios inscritos. En cualquier caso, la Junta Directiva designará una Ponencia formada por tres socios, a fin de que redacte el proyecto de modificación, siguiendo las directrices impartidas por aquélla, la cual fijará el plazo en el que tal proyecto deberá estar terminado.

Art. 30º.- Una vez redactado el proyecto de modificación en el plazo señalado, el Presidente lo incluirá en el Orden del Día de la primera Junta Directiva que celebre, la cual lo aprobará o, en su caso, lo devolverá a la Ponencia para nuevo estudio.

En el supuesto de que fuera aprobado, la Junta Directiva acordará incluirlo en el Orden del Día de la próxima Asamblea General Extraordinaria que se celebre, o acordará convocarla a tales efectos.

Art. 31º.- A la convocatoria de la Asamblea acompañará el texto de la modificación de Estatutos, a fin de que los socios puedan dirigir a la Secretaría las enmiendas que estimen oportunas, de las cuales se dará cuenta a la Asamblea General, siempre y cuando estén en poder de la Secretaría con ocho días de antelación a la celebración de la sesión.



Las enmiendas podrán ser fomuladas indivi-
dualmente o colectivamente, se harán por
escrito y contendrán la alternativa de otro
texto.

CAPITULO SEXTO

De la disolución de la Asociación y aplicación del patrimonio social

Prácticamente

Art. 32º.- La Asociación se disolverá: 1) Por voluntad de los socios, expresada en Asamblea General convocada al efecto, con el voto favorable de la mayoría absoluta de los presentes; 2) por las causas determinadas en el artículo 39º del Código Civil; y c) por sentencia judicial.

Art. 33º.- En caso de disolverse la Asociación, la Asamblea General que acuerde la disolución, nombrará una Comisión Liquidadora, compuesta por cuatro miembros extraídos de la Junta Directiva, la cual se hará cargo de los fondos que existan.

Prácticamente

Una vez satisfechas las obligaciones sociales frente a los socios y frente a terceros, el patrimonio social sobrante, si lo hubiere, será entregado a instituciones análogas a la Asociación.

DISPOSICION TRANSITORIA

Los miembros de la Junta Directiva que figuran en el Acta de Constitución designados con carácter provisional, deberán someter su nombramiento a la primera Asamblea General que se celebre.

DISPOSICIONES FINALES

PRIMERA: La Junta Directiva será el órgano competente para interpretar los preceptos contenidos en estos Estatutos y cubrir sus lagunas, sometiéndose siempre a la normativa legal vigente en materia de Asociaciones, y dando cuenta, para su aprobación, a la primera Asamblea General que se celebre.

SEGUNDA: los presentes Estatutos serán modificados mediante los acuerdos que válidamente adopten la Junta



Directiva y la Asamblea General, dentro del marco de sus respectivas competencias, y de conformidad con lo previsto en el capítulo quinto.

TERCERA: La Asamblea General podrá aprobar un Reglamento de Régimen Interior, como desarrollo de los presentes Estatutos, que no alterará en ningún caso, las prescripciones contenidas en los mismos.

CUARTA: EL CENTRO UNESCO DE SAN SEBASTIAN es una Asociación privada, independiente, con personalidad jurídica propia y sin ánimo de lucro.

EL PRESIDENTE



EL SDECRETARIO GENERAL

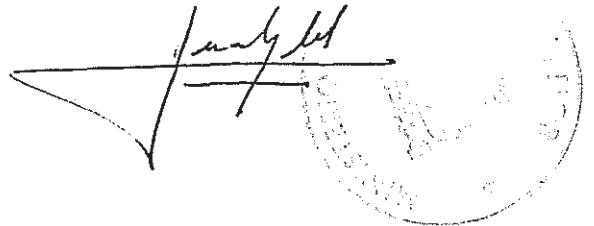


El Secretario General de la Asociación CENTRO UNESCO DE SAN SEBASTIAN CERTIFICA, con el Vº Bº del Presidente de la misma, que estos Estatutos recogen todas las modificaciones aprobadas en la Asamblea General Extraordinaria de la entidad celebrada el 20 de enero de 1994.

Vº Bº EL PRESIDENTE



EL SECRETARIO GENERAL



UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

801 U.N. Plaza, Rm. U-104, New York, NY 10017
TEL: (212) 963-6842

8 January 1994

Dear Mr. Martínez de Morentin,

The United Nations Secretariat Committee on Applications of Non-Governmental Organizations for Association with the Department of Public Information has met to consider new applications. We are pleased to inform you that the Centro Unesco de San Sebastian has been approved for association for an initial period of two years. During this period it is important that you include information about the United Nations and its activities in your publications and other activities. The Committee referred to above will re-evaluate your organization's information activities in two years, for possible permanent association of your organization with DPI.

The principal purpose of association of Non-Governmental Organization with the United Nations Department of Public Information is the redissemination of information in order to increase public understanding of the principles, activities and achievements of the United Nations and its Agencies. We would appreciate receiving your publication(s) on a regular basis.

Centro Unesco de San Sebastian may wish to be represented at United Nations Headquarters in New York by one main representative and one alternate representative. They will be entitled to a United Nations photo Grounds Pass valid for one year. This pass allows an NGO Representative to attend the DPI/NGO weekly briefing as well as open meetings of the General Assembly, its committees, the Economic and Social Council (ECOSOC) and other bodies. Representatives will also be able to make use of the NGO Resource Centre and other facilities. Unless your representatives have already been designated in the Application Form for NGOs, we ask you to kindly complete the enclosed 1994 accreditation form.

An orientation course for newly accredited NGO representatives is planned for late March 1994. You will be notified in due course.

You will be hearing from us in the NGO Section regularly. We will send you current United Nations information materials and inform you about conferences, seminars, briefings and other special meetings.

We look forward to mutually valuable association with Centro Unesco de San Sebastian.

mis mejores felicitades

Yours sincerely,

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'V. Piola', with a small 'q' and 'CM' written above it.

Vincent M. Piola, Chief
NGO Section,
Department of Public Information

Mr. Juan Ignacio Martínez de Morentin
Director Ejecutivo
Centro Unesco de San Sebastian
C/ Urbietta, 11-1 izda
E-20006 San Sebastian
Guipuzcoa, Spain

cc: Mr. M. Zamorano, Director, UNIC Madrid

UNITED NATIONS



NACIONES UNIDAS

CENTRO DE INFORMACION DE LAS NACIONES UNIDAS

Avda. General Perón, 32
28020 Madrid
Tel: 91 555-8087/8142
Fax: 91 597-1231
E-mail: unicspa@mbox.unicc.org

Madrid, 13 de noviembre de 2003

A QUIEN PUEDA INTERESAR

Por la presente certifico que el Centro UNESCO de San Sebastián es una de las 23 Organizaciones No Gubernamentales españolas que aparece en el listado de las Naciones Unidas como ONG asociada al Departamento de Información Pública. Este Centro de Información colabora regularmente con el Centro Unesco distribuyendo materiales de información sobre la ONU.

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Carlos Jimenez-Renjifo".

Carlos Jimenez-Renjifo
Oficial Encargado
Centro de Información de la ONU para España





MINISTERIO
DE ASUNTOS EXTERIORES
Y DE COOPERACIÓN



AECI
AGENCIA ESPAÑOLA DE
COOPERACIÓN INTERNACIONAL

RESOLUCIÓN DE INSCRIPCIÓN EN EL REGISTRO DE ORGANIZACIONES NO GUBERNAMENTALES DE DESARROLLO ADSCRITO A LA AGENCIA ESPAÑOLA DE COOPERACIÓN INTERNACIONAL

VISTO el escrito presentado, en el Registro General de la AECI, con fecha 20 de noviembre de 2006, relativo a la solicitud de inscripción en el Registro de Organizaciones no Gubernamentales de Desarrollo, dependiente del Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperación y adscrito a la Agencia Española de Cooperación Internacional, formulada por D. Juan María Ferreras Orbegozo, con DNI núm. 15146490-r, en representación del **Centro UNESCO de Donostia -San Sebastián**, con C.I.F. número G20429791 y domicilio en Paseo de Colón, 9 – 20002 San Sebastián.

RESULTANDO: Que la entidad se encuentra inscrita en el Registro Nacional de Asociaciones del Ministerio del Interior con el núm. 123449.

RESULTANDO: Que la Entidad reúne los requisitos establecidos en el artículo 32 de la Ley 23/1998, de 7 de julio, de Cooperación Internacional para el Desarrollo, para ser considerada una organización no gubernamental de desarrollo española.

RESULTANDO: Que la Entidad ha presentado los documentos que acreditan los datos exigidos por los artículos 4 y 5 del Reglamento del Registro de Organizaciones no Gubernamentales de Desarrollo adscrito a la Agencia Española de Cooperación Internacional, aprobado por Real Decreto 993/1999, de 11 de junio.

Esta Secretaría General, en virtud de las competencias atribuidas por el artículo 3 del Reglamento que regula el Registro de Organizaciones no Gubernamentales de Desarrollo,

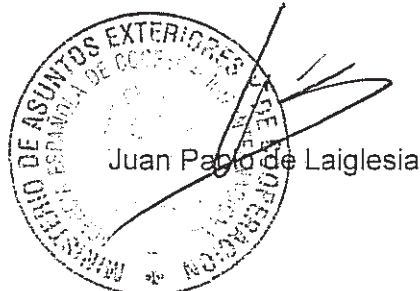
RESUELVE

Inscribir al **Centro UNESCO de Donostia - San Sebastián** en el Registro de Organizaciones no Gubernamentales de Desarrollo.

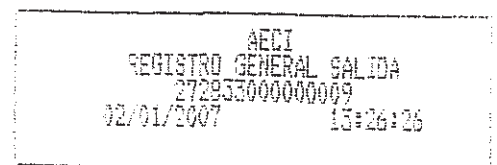
Contra la presente resolución, que no agota la vía administrativa, podrá interponerse recurso de alzada ante el Presidente de la Agencia Española de Cooperación Internacional en el plazo de un mes, contado a partir del día siguiente al de su notificación, de conformidad con lo previsto en los artículos 114 y 115 de la Ley 30/1992, de 26 de noviembre, de Régimen Jurídico de las Administraciones Públicas y del Procedimiento Administrativo Común, en su redacción dada por la Ley 4/1999, de 13 de enero.

Madrid, a *20* de diciembre de 2006

EL SECRETARIO GENERAL



Juan Pablo de Laiglesia



R^o 1333